



## **Contribution de la FNESR dans le cadre de la consultation Education Artistique et Culturelle**

La FNESR, forte de 60 000 adhérents, porte les enjeux des territoires administrés par des élus socialistes et républicains, dans la diversité de leur nature et des problématiques auxquelles ces territoires sont confrontés : de la petite commune rurale à la première région de France en passant par la communauté d'agglomération en plein élargissement des ses compétences, tous les échelons de collectivités sont représentés.

Dans le domaine culturel pourtant, un point commun se dégage tel un fil rouge qui relie toutes ces collectivités et crée une communauté d'intérêt : la volonté d'être acteur de politiques publiques volontaristes, quelles que soient l'importance de sa population ou la solidité de ses ressources, et ce dans un contexte financier très défavorable, en dépit du caractère optionnel de la compétence culturelle.

Ceci démontre s'il en était encore besoin, que les enjeux d'une action culturelle ambitieuse et qualifiée sont parfaitement intégrés par les collectivités locales en tout point du territoire.

Depuis les premières lois de décentralisation en 1982, elles se sont battues pour renforcer leur autonomie via la clause de compétence générale et surtout leur capacité à lever l'impôt, seul levier qui leur garantisse de réelles marges de manœuvre pour déployer, localement, des dispositifs placés sous leur responsabilité et adaptés aux réalités du territoire.

C'est ce qui leur permet aujourd'hui de porter 75% de l'investissement public en France, et plus particulièrement dans le secteur culturel, d'investir 2€ quand l'Etat en investit un.

Depuis cinquante ans, les politiques culturelles se sont ainsi construites dans le cadre d'un partenariat toujours réinventé de l'Etat et des collectivités, créant un équilibre évolutif entre les acteurs qui a su surmonter les alternances et les divergences politiques. Cette intelligence du territoire est un creuset d'expérimentation et d'innovation précieux largement éprouvé dans le secteur culturel.

### **L'éducation artistique et culturelle aujourd'hui : passer du volontarisme individuel à une dynamique collective**

L'éducation artistique et culturelle en est une illustration concrète : nombreuses sont à ce jour les collectivités qui proposent des dispositifs en lien avec les DRAC et bien souvent l'Inspection Académique, sur et en dehors du temps scolaire, dans le cadre de conventions ou de simples partenariats. Cependant les expériences réussies reposent sur le volontarisme de quelques porteurs de projet convaincus ; l'enjeu désormais est de les diffuser auprès de tous les élèves en créant enfin une vraie dynamique collective.

Tout au long de l'année écoulée, la FNESR s'est mobilisée dans le cadre de la campagne présidentielle pour inscrire l'adoption d'un acte III de la décentralisation dans les priorités du mandat : ce n'est qu'à cette condition en effet que seront réunies les conditions d'une action concertée et partagée entre les collectivités et l'Etat, a fortiori dans un contexte de tension financière extrême, a fortiori dans le domaine de compétence non obligatoire qu'est la culture.

La commission culture de la FNESR a elle aussi participé activement à la campagne présidentielle et a été associée à la Mission Première Année : à ce titre elle a milité activement pour l'inscription de l'EAC dans le programme du candidat et pour sa mise en œuvre rapide.

Son rôle aujourd'hui reconnu par le Gouvernement, et revendiqué par ses membres, est de pouvoir être l'interlocuteur des Ministères pour que « plus aucune loi ne soit adoptée sans en mesurer préalablement les conséquences sur le terrain », selon la formule reprise par Jean-Marc Ayrault lors du déjeuner de la FNESR au congrès de l'AMF. C'est forte de cette légitimité que la FNESR participe aujourd'hui à la consultation nationale organisée par le Ministère de la Culture.

Pour la FNESR, le succès du plan d'Education Artistique et Culturelle souhaité par le Ministère de la Culture repose autant sur une **bonne gouvernance avec les collectivités locales** que sur un **bon partenariat avec l'Education Nationale**.

De son point de vue, l'intérêt de la consultation est donc de lever les freins en termes de méthode de déploiement et non de discuter les objectifs, ceux-ci étant largement partagés.

Afin d'espérer une mise en œuvre à court terme et une bonne visibilité politique du dispositif, la FNESR préconise **de hiérarchiser les objectifs** et de **procéder en deux temps**.

### **I) Généraliser l'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire d'ici la fin du mandat**

La consultation lancée par le Ministère de la Culture s'inscrit dans la continuité de la concertation menée par le Ministère de l'Education Nationale sur la Refondation de l'école : c'est bien au sein de l'école que se situe l'enjeu principal.

En effet, l'école demeure le creuset de notre identité républicaine : c'est la seule institution qui soit en mesure de toucher tous les élèves, au moins pendant la durée de leur scolarité obligatoire, indépendamment de leur origine sociale ou géographique. Elle constitue le lieu privilégié de lutte contre les inégalités de tous ordres, du fait même que le public qui la fréquente y est, si l'on peut dire, captif : cet état de fait est une force et **c'est donc dans le cadre de l'école que doit se développer prioritairement le plan national d'Education Artistique et Culturelle**.

Un constat s'impose : là où les ressources du territoire le permettent (maillage d'équipements culturels, tissus d'acteurs dense, facilité d'accès géographique, solidité financière des collectivités...), l'éducation artistique et culturelle existe déjà, car les élus ont conscience de son intérêt. Elle s'inscrit dans le vaste mouvement de démocratisation culturelle amorcé dans les années 80 et toujours réinventé depuis.

En cela, poursuivre de front l'ensemble des objectifs présentés dans les documents de la consultation, qui aborde d'emblée tous les temps de vie, présente un **risque réel de dispersion des énergies, de création de doublons et de dilution des objectifs**.

L'action du Ministère de la Culture devrait donc s'inscrire dans une **logique corrective des inégalités territoriales**, et à ce titre **intervenir de manière ciblée** :

- En ayant un rôle d'impulsion et de soutien sur les territoires « à la traîne » ou empêchés
- En aidant à la structuration de réseaux d'opérateurs culturels capables de porter une offre d'EAC et d'une manière générale en qualifiant l'offre
- En intégrant une aide à la mobilité des élèves : cela concerne notamment les territoires ruraux mais aussi péri-urbains, zones de forte croissance démographique et où le sentiment de relégation peut être fort

Il semble pertinent d'adopter **une démarche différenciée entre la région Ile-de-France et les autres**, au regard des fortes disparités territoriales (ressources culturelles, accès aux oeuvres et aux structures par les transports, etc.)

La priorité doit être donnée, sur le temps du mandat, au développement de l'EAC **sur le temps scolaire dans le cadre de la scolarité obligatoire** : c'est le seul moyen de toucher réellement tous les enfants, au moins jusqu'à 16 ans, indépendamment des disparités sociales et géographiques :

- dans le primaire : s'inscrire en cohérence avec les priorités présidentielles et mettre l'accent sur la maternelle et l'élémentaire, lieux de détection privilégiés des difficultés précoces et de consolidation des acquis
- dans le secondaire : importance du travail interministériel pour cibler les publics qui quittent précocement la filière générale (formations technologiques, lycées professionnels ou agricoles, BEP et CAP sanitaire et social, etc.) et les élèves en situation de fragilité

L'EAC doit faire partie du **projet d'école ou d'établissement** (en particulier les contrats d'objectifs des établissements bénéficiant d'une « aide personnalisée » remplaçant le classement ZEP) afin de sortir du volontarisme individuel pour construire des dynamiques collectives.

L'enjeu est de bien placer l'EAC sur le terrain de l'éducation relevant de l'Education Nationale basée sur la **gratuité totale**, et non de l'animation socio-culturelle après la classe impliquant une participation financière des familles.

Naturellement, le plan d'éducation artistique et culturelle déployé par l'Etat ne viendrait en aucun cas se substituer aux actions déjà développées par les territoires, et à ce titre la participation de l'Etat au portage de projets locaux via des financements croisés ne doit pas être remise en cause : les deux démarches sont bien complémentaires et ont toutes deux leur raison d'être.

L'utilisation de l'enveloppe dédiée mobilisée par le Ministère devra tenir compte de la charge financière pour les collectivités pauvres et rurales, proportionnellement plus lourde en raison de l'éloignement des structures culturelles notamment. Sur ce point, le développement

d'équipements numériques peut permettre de corriger le handicap que constitue l'isolement géographique.

Les établissements culturels conventionnés avec l'Etat doivent comporter dans leur COM l'obligation de développer un plan d'EAC avec les acteurs locaux. Les structures simplement subventionnées devront y être incitées.

### *Qualifier le dispositif sur l'ensemble du territoire national*

De par son expertise et sa stature, l'Etat doit être le garant de l'homogénéité et de la qualité de l'offre culturelle proposée dans le cadre des parcours. Celle-ci doit être réfléchie avec la communauté enseignante afin d'irriguer les enseignements dits « classiques » en offrant aux élèves une nouvelle façon d'aborder les apprentissages.

Il s'agit d'éviter à tout prix d'entrer dans une logique de prestations, de programmes hors-sol ou d'animations « clés en main » où l'on confierait une classe, le temps d'un cours, à un artiste ou une association. Ceci implique que les enseignants et les chefs d'établissement doivent être moteurs des projets : rien ne sera possible sans une **formation**, à défaut une sensibilisation aux enjeux.

L'intérêt est bien de **confronter les élèves au processus de création** et en cela de privilégier la méthode et non le résultat : c'est la recherche, le tâtonnement, l'échec même qui sont riches d'enseignements sur le plan personnel. Il faut également accepter l'idée que les bénéfices de tels dispositifs ne soient pas immédiatement mesurables.

Le parcours d'EAC devra donc se déployer sur le temps long, **tout au long de l'année scolaire** : à cet égard, les résidences de création culturelle d'artistes au sein des établissements gagneraient à être généralisées car elles permettent aux établissements scolaires de s'ouvrir sur un monde différent, celui des artistes et des créateurs.

Le rôle de l'Etat, par l'intermédiaire des DRAC, sera d'identifier les artistes et opérateurs culturels en capacité de consacrer un volume horaire adapté à l'ambition du projet, tout en proposant une offre de parcours de qualité. Les DRAC pourraient être fondées à refuser certains projets dont la qualité et l'intérêt culturel seraient jugés insuffisants. Elles devront veiller à irriguer l'ensemble du territoire, notamment les zones où les ressources culturelles sont faibles.

## **II) Développer ensuite les parcours artistiques hors temps scolaire, en lien avec les collectivités : une étape indissociable de l'acte III de la décentralisation**

Nous l'avons dit plus haut, il existe déjà de multiples partenariats locaux entre les collectivités et les instances déconcentrées de l'Etat. Là où une pratique de ce type est en place, laisser aux acteurs locaux une grande autonomie pour se structurer, avec l'aide et l'expertise de la DRAC qui peut jouer un rôle de « coordinateur non contraignant » pour harmoniser les dispositifs entre chaque niveau d'enseignement.

Un coordinateur du territoire pour l'EAC pourrait être désigné dans chaque DRAC et faire bénéficier les acteurs de sa vision transversale et exhaustive des actions qui y sont menées, afin de suggérer des complémentarités et des passerelles.

Dans tous les cas de figure, comme le préconisera la loi de décentralisation, il importera de laisser une **large place à l'expérimentation**.

Généraliser les dispositifs d'EAC en dehors du temps scolaire place en première ligne les collectivités, qui seront porteuses opérationnelles et financières des parcours. Un tel objectif, s'il n'est pas remis en question sur le fond, n'est envisageable que dans l'hypothèse où les finances locales sont sécurisées, c'est-à-dire si les collectivités disposent d'une vision claire et de long terme sur les dotations allouées par l'Etat, tant sur la compensation des charges obligatoires que sur la restitution de leur autonomie fiscale.

Or cette dernière tend à se réduire toujours plus, contraignant les collectivités au repli sur leurs compétences obligatoires, ce qui fragilise dangereusement des dispositifs développés depuis de longues années et qui ont pourtant fait preuve de leur utilité.

En cela, le plan national d'éducation artistique et culturelle est conditionné par l'acte III de la décentralisation, dont le texte sera présenté en Conseil des Ministres le 7 février prochain.

### **Un soutien réaffirmé, mais des attentes qui demeurent fortes**

En conclusion, la FNESR réaffirme son entier soutien au projet de déploiement d'un plan national d'éducation artistique et culturelle. Elle souhaite cependant que les priorités ministérielles soient clairement présentées et s'inscrivent dans un phasage précis : à ce titre, elle préconise de cibler d'abord les efforts dans les cadre scolaire afin de contribuer à gommer les inégalités de tous ordres et d'offrir aux élèves en tout point du territoire une ouverture exigeante et de qualité sur l'univers de la création artistique ; puis dans un second temps, si les conditions de gouvernance et de ressources financières sont réunies pour les collectivités, d'engager un partenariat afin d'étendre le dispositif aux autres temps de vie des enfants et des jeunes.